

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Social-libéralisme

François Hollande a annoncé lors de sa grande conférence de presse du 14 janvier 2014 son «pacte de responsabilité» censé permettre la création d'un million d'emplois en échange d'une baisse des charges sociales.

Le gouvernement socialiste à Paris vient donc de décider que la baisse du chômage et la relance économique passeraient par une baisse des charges sur les entreprises, qui seront ainsi incitées à créer des emplois. Cette «politique de l'offre» est exactement le modèle promu il y a quinze ans par le gouvernement Schröder en Allemagne. Il y a fort à parier que la révision du Code du travail sera le prochain chantier du quinquennat.

Est-il nécessaire de rappeler que les réformes libérales ont provoqué en Allemagne non seulement la précarisation massive de larges pans de la population et une augmentation significative des inégalités, mais qu'elles ont aussi contribué à décrédibiliser totalement un SPD qui vient de réaliser ses plus mauvais scores historiques?

La France et son modèle social étaient l'ennemi à abattre pour les thuriféraires de la révolution néolibérale. En acceptant de sacrifier le salariat sur l'autel des marges des entreprises, le gouvernement socialiste a capitulé sans conditions, mais réussira encore à présenter sa politique comme un progrès social. Comme d'habitude en Europe, la gauche gouvernementale met consciencieusement en œuvre une politique de droite que les partis de droite eux-mêmes, plus facilement contestés par la rue, n'arrivent jamais à imposer lors de leurs passages au pouvoir. Le changement, c'est maintenant... mais pas dans le bon sens.

Réd.



(Photo: USS)

Changer le rapport de force

Le 18 mai, les citoyen-ne-s suisses seront appelé-e-s à voter sur l'initiative pour les salaires minimums. La réussite de cette initiative changerait radicalement la donne pour les travailleuses-eurs en Suisse. Celles et ceux qui sont relégué-e-s en bas de la société et qui, malgré leur travail, reçoivent moins de 4000 francs y gagneront financièrement. Celles et ceux qui gagnent déjà plus verront leur position renforcée face à l'employeur. Cette initiative est un grand pas en direction d'une régulation plus démocratique du marché le plus important dans une économie capitaliste, celui du travail. Il s'agit d'une initiative réformatrice, qui n'abolit certes pas l'existence même d'un marché du travail, mais qui vise à l'encadrer fortement dans l'intérêt des travailleuses-eurs. C'est certainement la votation la plus importante des dernières décennies pour le mouvement socialiste et syndical en Suisse.

Lire en page 4

■ États-Unis

À Seattle, les luttes ouvrières se renforcent en lien avec le mouvement Occupy.

Page 3

■ Finance internationale

À Bâle, la Banque des règlements internationaux organise les rapports entre banques centrales dans le plus grand secret.

Pages 6-7

■ Énergie

Nouvelle ressource, l'«énergie extrême» intensifie le désastre écologique.

Page 9

CENTENAIRE DE LA GRANDE GUERRE

1914-18 et le pacifisme

Comment l'effroyable tuerie de la guerre 1914-1918 fut-elle possible? Comment des millions d'hommes, pour la plupart des ouvriers et des journaliers agricoles, rassemblés en troupes et poussés vers la mort insensée et ignoble des tranchées, purent-ils durant quatre longues années subir le désespoir et supporter les pires tribulations? Cela dépasse l'entendement.

Cette guerre paraissait évitable, et cependant le jeu des alliances finit par la provoquer. Tout le monde pensait qu'elle serait de courte durée. Elle dura du début août 1914 au 11 novembre 1918, fut une abominable boucherie et fit plus de dix millions de victimes. La Première Guerre mondiale fut un véritable cataclysme, une déchirure irréparable par sa brutalité, sa déshumanisation, l'ampleur inimaginable des souffrances endurées et des pertes humaines infligées, précipitant la fin d'un monde et préparant des lendemains assombrés par la haine et le sang.

Ce fut une explosion des sentiments nationalistes. En Allemagne, les pangermanistes pensaient qu'une guerre victorieuse éviterait tout encerclement de leur pays par la France et la Russie. En France, le nationalisme et l'esprit de revanche avaient la faveur d'une partie de la jeunesse au travers des ouvrages de Charles Maurras et de Maurice Barrès.

Ils furent quelques-un-e-s à tenter de défendre la cause

de la paix. Les socialistes et les syndicalistes menaçaient, sans trop y croire, de déclencher une grève générale au cas où la guerre éclaterait. La mort de Jean Jaurès, véritable leader du parti socialiste français, grand tribun et pacifiste convaincu assassiné par un fanatique nationaliste à Paris le soir du 31 juillet 1914, jeta le doute et le désarroi parmi les militant-e-s socialistes. La CGT renonça à toute tentative d'opposition à la guerre. Les sociaux-démocrates allemands, de tendance modérée, marquaient de plus en plus leur orientation favorable au patriotisme. La II^e Internationale se montra impuissante à sauvegarder la paix. Les partis de gauche opposés à la guerre abandonnèrent leurs revendications. Certains de leurs dirigeants participèrent même à des ministères d'«Union sacrée». Les peuples, les poilus, le plus souvent résignés, parfois enthousiastes au début, allaient payer de leur sang et de leur vie la victoire du nationalisme triomphant sur le pacifisme de quelques humanistes.

Dès la fin du XIX^e siècle, dans de nombreux pays d'Europe, tout particulièrement en France, en Angleterre, en Suisse et en Scandinavie, des femmes s'organisèrent pour défendre la paix. Comme la romancière d'origine autrichienne Bertha von Suttner, auteure du roman pacifiste *Die Waffen nieder (Bas les armes)*, cofondatrice avec l'Allemand Alfred Hermann Fried de la

Société de paix allemande, cofondatrice de la Ligue de la paix autrichienne et Prix Nobel de la Paix 1905. Ou comme la Française Hélène Brion, secrétaire générale dès août 1914 du Syndicat des instituteurs, arrêtée en novembre 1917 pour distribution de tracts, brochures et papillons pacifistes, devenue le symbole des revendications pacifistes en France.

À suivre.

Raymond Durous



Le Syndic de Lausanne perd du poids

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-s-eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Thierry Bornand (TB), Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), Émilie Martini (EM), Stéphanie Pache (SP), Myriam Scherly (MS), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:
Cora Antonioli, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durous, Dan Gallin, Anne Holenweg, André Mach, Line Rouyet, Rebecca Ruiz, Alberto Velasco, Pierre Zwahlen

Secrétariat de rédaction, mise en page:
Gabriel Sidler

Webmasters:
Mathieu Gasparini et Sébastien Schnyder

Illustrations:
Christian Vullioud (Cévu)

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne

Relecture:
Cora Antonioli et Marion Beetschen

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

ÉTATS-UNIS

Que se passe-t-il à Seattle ?

La région de Seattle (État de Washington, USA) a été ces derniers mois le théâtre d'incroyables actions menées par et pour les travailleuses-eurs: refus de concessions salariales dans une grande chaîne de supermarchés ainsi que chez Boeing, vote (dans la commune de SeaTac) d'un salaire minimum de 15 dollars pour les employé-e-s de l'aéroport, et élection d'une socialiste, Kshama Sawant, au Conseil municipal de Seattle. Cette candidate avait fait du salaire minimum le centre de sa campagne.

Les militant-e-s espèrent que ce qui vient de se passer aura des implications au-delà de la région. «Nous sommes peut-être en avance, mais nous ne sommes pas uniques» déclare Dave Freiboth, président de l'Union syndicale de Seattle. «C'est le genre de changement qui va arriver au niveau national».

QUE S'EST-IL PASSÉ ?

Lynne Dobson, trésorière de l'Union Syndicale de l'État de Washington pense que ces développements trahissent un changement culturel dans les syndicats. Ils reconnaissent désormais le besoin de travailler avec des alliés au sein de la société. Le mouvement syndical à Seattle a des liens particulièrement forts avec les groupes écologistes, des mouvements sociaux, les minorités raciales, la communauté LGBT, ainsi que les groupes de défense des droits des migrant-e-s.

Pour Dobson, les victoires de cet automne découlent des deux dernières décennies de mouvements sociaux, à commencer

par la bataille contre l'Organisation Mondiale du Commerce en 1999. Les manifestations contre l'OMC ont créé des alliances qui ont subsisté jusqu'à ce jour. De plus, le taux de syndicalisation dans l'État de Washington est le quatrième plus élevé des États-Unis.

Pour Freiboth, le mouvement *Occupy* a permis de recadrer les débats: «c'était une révolte généralisée de jeunes coincés dans des boulots mal payés. Les gens ont commencé à regarder les différences de salaire et se sont simplement rendu compte que le système ne marche pas».

Tous deux pensent que le *Tea Party* a involontairement favorisé ces changements. D'après Dobson, la droite a contribué à rendre le socialisme moins disant, surtout pour les jeunes, en qualifiant de «socialistes» de prudentes réformes comme le «Obamacare» (assurance maladie obligatoire).

PESER EN POLITIQUE

Tout ceci a eu un réel impact sur la politique locale. Durant les élections municipales de novembre, le maire a fait campagne en s'opposant à l'implantation dans la ville de supermarchés «Whole Foods» (qui interdisent les syndicats en leur sein) en arguant du fait qu'aucune subvention publique ne devrait aller à une entreprise qui cherche à faire du *dumping* social.

Plusieurs syndicalistes connaissaient Kshama Sawant du fait de son engagement pour le mouvement *Occupy*. Sa forte campagne pour un salaire minimum à 15 dollars lui a valu le

soutien de nombreuses sections syndicales locales, surtout des employé-e-s de la fonction publique. Plusieurs leaders syndicaux l'ont soutenue publiquement, et de très nombreux autres l'ont fait sans publicité mais en faisant campagne au sein de leurs organisations.

CAMPAGNE POUR UN SALAIRE MINIMUM À 15 DOLLARS

Néanmoins, ni Sawant, ni le mouvement syndical ne veulent se reposer sur leurs lauriers. Une proposition de relèvement du salaire minimum à 15 dollars pour toute la ville sera débattue au Conseil municipal en janvier, et un projet de référendum municipal sur le sujet est sur le tapis.

Il existe d'ailleurs un précédent. En 1998 les citoyen-ne-s de l'État de Washington ont accepté le principe d'un salaire minimum, indexé sur l'inflation chaque 1^{er} janvier. Le salaire minimum, qui est le plus élevé des États-Unis, est à 9,19 dollars en 2013 et augmentera à 9,32 dollars en 2014.

Pour Freiboth, le vote dans la commune de SeaTac et l'élection de Sawant signifient que «les élites politiques ne peuvent plus ignorer les inégalités de richesse. Nous avons toute une génération de *baby boomers* dont les enfants ont des jobs pourris et sont sans assurance maladie. Ils commencent à voir le lien entre ça et l'importance d'avoir un mouvement syndical fort».

Paul Bigman,
Union syndicale du County
Martin Luther King Jr. (Seattle)
Article traduit et adapté de
Labor Notes (déc. 2013) par RF

LA ROSE



Il est des villes où, lorsque le maire est un socialiste, cela fait une différence. C'est le cas de Lisbonne, dirigée depuis 2007 par **Antonio Costa**, qui a initié une politique spectaculaire de transformations urbaines, n'hésitant pas à déplacer le siège de la municipalité dans l'un des quartiers les plus défavorisés de la ville. Parce qu'il montre que la politique peut quelque chose, pour autant que l'on n'ait pas abandonné toute ambition, nous lui décernons notre rose du mois.

LE POING



Le canton de Neuchâtel a pris l'habitude de frapper les plus démunis pour tenter d'équilibrer ses finances. Que le Conseil d'État soit à majorité de gauche n'y change rien, bien au contraire. Le chef du département de l'économie et des affaires sociales, **Jean-Nat Karakash**, a ainsi annoncé une baisse significative des montants de l'aide sociale. Il est des régions où, contrairement à Lisbonne, la gauche fait la même politique que la droite, et elle mérite notre poing du mois pour ça.

SALAIRE MINIMUM

Un salaire décent, c'est le minimum

Vous êtes-vous déjà demandé ce qui devrait déterminer le salaire, dans l'absolu? Quel mécanisme serait considéré comme juste pour fixer ce qu'on gagne?

D'abord, le salaire n'a souvent rien à voir avec la valeur que l'on crée. Les personnes les mieux payées au monde souvent ne créent même pas de valeur. Pour créer de la valeur, il faut produire quelque chose, mais certaines personnes utilisent simplement de l'argent pour en générer davantage. Ce sont souvent ces métiers qui sont les mieux payés. Le salaire n'a évidemment rien à voir avec l'effort fourni. Souvent, ce sont les jobs les plus intéressants et les moins contraignants qui sont les mieux payés.

Ensuite la demande n'est pas toujours un critère non plus. Les postes de management sont souvent intéressants. Mais l'offre est limitée: peu de places existent. Alors qu'il y a largement davantage de personnes intéressées que de postes dispo-

nibles, ces postes restent extrêmement bien payés. À l'opposé, d'autres jobs sont très mal payés, mais les gens sont forcés par leur précarité à accepter n'importe quoi.

En réalité, les salaires sont déterminés de façon arbitraire, de façon à ce qu'une minorité de gens, qui ont par ailleurs un travail intéressant, puissent gagner parfois beaucoup plus que ce que vaut leur travail. Pour que ça marche, il faut que d'autres personnes acceptent des salaires bien plus bas que ce qu'ils apportent. Ce déséquilibre n'est pas juste, et il serait un peu combattu par des mesures comme le salaire minimum.

LES EFFETS ÉCONOMIQUES

Un salaire minimum, c'est aussi un énorme poids pour aider le salarié à négocier. Imaginez: vous avez une vieille voiture à vendre, et vous allez voir un garagiste. Si vous avez un ami, dont vous savez qu'il est prêt à reprendre votre voiture

pour 4'000 francs, vous êtes plus forts pour négocier et exiger plus du garage que si vous n'avez pas de plan B. Pour le salaire, c'est la même chose: c'est plus facile d'obtenir un meilleur salaire s'il y a une garantie que votre employeur connaît, et qui constitue un plancher. Le salaire minimum ne profite pas seulement aux gens qui gagnent moins de 4'000 francs, mais aussi à ceux qui gagnent des salaires de niveau moyen, qui auront davantage de pouvoir de négociation.

Enfin, au niveau économique, augmenter les bas salaires, c'est excellent. En effet, ce sont des gens qui vont consommer des biens et services qui vont avoir un impact direct et fort sur l'emploi. Non seulement les personnes à bas revenus consomment une grande partie de leur revenu, mais en plus ils le font dans l'économie réelle, génératrice d'emplois.

Samuel Bendahan

SALAIRE MINIMUM

Une campagne syndicale

La campagne sur l'initiative pour des salaires minimums impose de relever deux défis pour le monde syndical.

Premièrement, il s'agit de convaincre l'ensemble des salarié-e-s, toutes branches confondues, de la nécessité d'une protection générale des salaires. Historiquement, le syndicalisme en Suisse a préféré régler les questions salariales branche par branche, entreprise par entreprise, en renonçant à un standard général pour le marché du travail. S'il pouvait le faire, c'est qu'il avait le luxe d'avoir des interlocutrices-eurs de négociation. L'essor de l'emploi dans des secteurs moins organisés et le durcissement de la position patronale a sonné le glas de cette stratégie. Le risque de nivellement des salaires par le bas

est aujourd'hui trop fort, d'une part en raison d'une politique de concurrence forcenée, d'autre part en raison des mutations du patronat, plus mobile et moins dépendant des salarié-e-s de sa branche. Loin de ne toucher que les secteurs concernés par les bas salaires, l'introduction d'un plancher salarial en-dessous duquel aucun employeur et aucune CCT ne peut descendre amènerait une nouvelle dynamique de négociations salariales; et ce y compris là où les salaires sont déjà au-dessus de la barre des 4'000 francs. Plutôt qu'une négation de l'activité syndicale, le salaire minimum s'insère donc dans une nouvelle conception de campagnes syndicales qui développent des revendications moins sectorielles et des objectifs communs à l'ensemble du

marché du travail. Cette politique visant une amélioration des conditions de travail dans tous les secteurs, si besoin par la voie légale, n'est pas étrangère à l'essor d'Unia, principal syndicat interprofessionnel du pays.

Deuxièmement, l'initiative pour les salaires minimums arrive à point nommé, alors que la libre circulation impose des mesures de protection du marché du travail, que le Conseil fédéral peine à renforcer.

Si l'on veut préserver le pouvoir d'achat des salarié-e-s de ce pays et garantir que chacun-e puisse bénéficier d'une qualité de vie digne, le salaire minimum est le préalable. Il ne remplacera aucunement l'activité syndicale mais en sera le support.

*Arnaud Bouverat,
secrétaire syndical Unia*

INTERNATIONALISME

L'Internationale socialiste: un plan B?

Le Parti Social-Démocrate (SPD) allemand a profité de la célébration en mai dernier de son 150^{ème} anniversaire pour lancer l'«Alliance progressiste» (AP), un réseau international de partis social-démocrates et socialistes opposés à la direction de l'Internationale socialiste (IS). Soixante-neuf partis, sur les 162 partis membres de l'IS, parmi eux les plus grands partis européens et le PSS, ont rejoint la nouvelle Alliance.

Ce n'est pas encore une scission. Les partis de l'AP restent membres de l'IS, mais ils ont cessé de la financer. L'IS, refondée à Francfort en 1951 par les partis membres de l'Internationale ouvrière et socialiste (la 2^{ème}) qui avait cessé d'exister pendant la guerre, avait évolué dans les décennies suivantes vers un club de notables, surtout européens. Sous la présidence de Willy Brandt (1976 – 1992), l'IS cherche à dépasser les préoccupations européennes et à s'ouvrir au monde. Cela se traduit par une politique d'ouverture non maîtrisée, aboutissant à diluer davantage l'identité politique de l'organisation.

Dans la dernière décennie, un nombre croissant de partis membres avaient commencé à critiquer le fonctionnement et la politique de l'IS. Ils reprochaient à sa direction l'absence de démocratie interne, le manque de transparence financière, la présence de partis de dictatures et l'incapacité de faire face aux défis du siècle, notamment la crise économique mondiale, ses causes et ses conséquences.

Pour les partis «réformateurs», il était devenu apparent qu'une réforme de l'IS ne pouvait aboutir avec à sa tête une même direction, tenue pour responsable des dérives de l'organisation. Par conséquent, ils décidèrent de présenter une candidature contre le secrétaire général sortant, Luis Ayala, Chilien, issu du Parti radical, petit parti social-démocrate faisant

partie de la coalition de l'Unité populaire d'Allende, élu pour la première fois en 1989 et réélu depuis. La candidate des «réformateurs» était Mona Sahlin, ancienne présidente du Parti social-démocrate suédois et plusieurs fois ministre. Luis Ayala fut réélu par 46 voix contre 36 à Mona Sahlin et c'est alors que les partis «réformateurs» décidèrent de construire une alternative à l'IS.

SOCIAL-TECHNOCRATIE

Ainsi, une coalition de partis membres de l'IS, profitant des dysfonctionnements et des erreurs de sa direction, dont ils étaient pourtant co-responsables, a saisi l'occasion pour franchir un nouveau pas dans la «dé-socialdémocratisation» de la social-démocratie et dans sa transformation en social-technocratie. L'AP est en fait une opération bureaucratique qui ne s'appuie sur aucun

mouvement social: une IS «dé-socialdémocratisée», encore plus éloignée des luttes de classe réellement existantes, alors même qu'elle cherche à coopter les éléments les plus consensuels du mouvement syndical.

Ce n'est pas dans cette «nouvelle donne mondiale entre capital et travail» que la reconstruction du socialisme international pourra avancer. Il est à prévoir que, à la suite de renoncements, de capitulations et de déceptions, de nouveaux remous vont agiter l'espace politique qui était celui de la social-démocratie historique. Dans le meilleur cas, ces remous permettront de libérer des forces qui, avec d'autres, reprendront le chemin de la lutte pour la justice et la liberté.

Dan Gallin

Une version longue de cet article est à lire sur notre site.

TURQUIE

Défendre la défense

L'atteinte aux droits des avocat-e-s est devenue chose courante pour l'État turc. En effet, 22 avocat-e-s étaient sur le banc des accusé-e-s au Tribunal de Silivri en Turquie entre le 24 et le 26 décembre 2013, prévenu-e-s notamment d'association illicite et de crimes contre l'État.

Ils-elles sont accusé-e-s d'avoir défendu des membres d'organisations considérées comme terroristes par le procureur, des syndicalistes, des artistes... Tout simplement, on accuse ces avocat-e-s d'avoir fait leur métier. Acte grave apparemment pour le Parquet qui requiert des peines allant de 15 ans à la perpétuité.

Présomption d'innocence bafouée, violence physique lors des arrestations effectuées en janvier 2013, prise de sang et prélèvement de salive sans autorisation, ces éléments ont fait disparaître tout espoir d'un procès

équitable.

Plus de 3000 avocat-e-s de la Turquie entière ont signé la procuration pour assurer la défense de leurs confrères. Face à un tel état de fait, la lecture du procès ne peut être que politique. Les accusé-e-s l'ont d'ailleurs bien compris puisqu'ils-elles n'ont pas hésité à mettre en exergue non seulement l'illégalité de leur détention, mais aussi l'illégalité des actes commis par l'État et notamment ceux issus de la répression sur la minorité kurde et de la dictature militaire. A contrario, la stratégie du Parquet en venait à dé-professionnaliser l'accusé-e afin de la-le considérer arbitrairement comme terroriste. La suite de ce procès-farce se tiendra en avril 2014.

*Nicolas Rochat Fernandez,
membre des Juristes
progressistes vaudois*

Plus d'infos sur: www.eldh.eu

FINANCE INTERNATIONALE

Le capitalisme règle ses comptes à Bâle

La Banque des règlements internationaux, qui a son siège à Bâle, organise les relations entre les banques centrales des principales économies depuis 1930, loin des projecteurs et, la plupart du temps, dans le plus grand secret.

Un article paru l'automne passé dans le journal *La Cité* a rappelé l'importance de la Banque des règlements internationaux (BRI), et en même temps son opacité. Cette institution, fondée en 1930, est à la fois la plus ancienne des institutions financières internationales et l'une des moins connues. Elle a fait preuve depuis sa création d'une extraordinaire résilience face à l'adversité et d'une capacité rare à s'adapter à de nouvelles fonctions, à mesure que les anciennes disparaissaient. Créée à l'origine pour organiser le paiement des réparations allemandes pour les dommages causés lors de la Première Guerre mondiale, elle devient très rapidement, sous la férule des présidents des banques centrales anglaise (Montagu Norman) et allemande (Hjalmar Schacht), un club permettant aux principaux banquiers centraux de la planète de discuter des questions monétaires internationales à l'écart de leurs gouvernements respectifs. Elle permettra surtout à l'Allemagne, grâce aux manœuvres habiles du président de la *Reichsbank* et à la faveur de la crise économique déclenchée par le *krach* de 1929, de mettre fin au versement des réparations prévues en 1919 par le Traité de Versailles. La BRI devient donc rapidement ce que les banquiers

centraux souhaitent qu'elle soit: un moyen d'échapper aux pressions politiques nationales et de rendre effective l'autonomie des banques centrales par rapport au pouvoir politique.

Pour atteindre ce but, il s'agissait de garantir à la BRI elle-même une indépendance aussi large que possible, raison pour laquelle ses concepteurs ont choisi la Suisse pour établir son siège et lui donner un statut spécial. Elle dispose des mêmes prérogatives d'extraterritorialité que les ambassades, son personnel bénéficie du statut diplomatique et ni la banque ni ses employé·e·s ne paient d'impôts.

COMPROMISSIONS AVEC LES NAZIS

Dans les années menant à la Seconde Guerre mondiale, la BRI sert essentiellement à la *Reichsbank* à consolider le pouvoir nazi par une politique monétaire prédatrice (notamment lors des invasions successives de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie, puis des Pays-Bas et de la Belgique, toutes avalisées plus ou moins explicitement par la BRI au travers de l'attribution des réserves d'or des banques centrales de ces pays à l'envahisseur). Durant la guerre, la banque deviendra l'une des portes d'entrée les plus importantes de l'économie allemande sur les marchés internationaux (avec la Suisse et la Suède), avec l'assentiment implicite des autres puissances. Les États-Unis font partiellement exception, mais les conflits entre le département du Trésor et les employé·e·s américain·e·s de la BRI – à commencer par son président, Thomas McKittrick – sont nombreux, la BRI

étant perçue à juste titre par le premier comme une institution favorisant directement l'effort de guerre allemand en lui permettant de s'approvisionner en matières premières stratégiques sur les marchés internationaux. Le département d'État et l'OSS (ancêtre de la CIA, dont le bureau bernois est fondamental durant la guerre), soucieux de préparer l'après-guerre en maintenant intacts les réseaux industriels et commerciaux allemands, soutiennent quant à eux la BRI, qui est l'un des maillons essentiels de ces derniers.

Ces conflits ne sont pas éteints à la fin de la guerre. En 1944, la conférence de Bretton Woods est bien prête d'avaliser la disparition de la BRI. Plusieurs États demandent sa dissolution immédiate, du fait de sa compromission avec les nazis. En outre, la création de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, décidée lors de cette fameuse conférence, rend la BRI superflue aux yeux de certain·e·s. La disparition de la BRI est finalement évitée grâce à un important travail de *lobbying* auprès des gouvernements américain et anglais, puis du fait de son utilité dans le cadre de la mise en place du Plan Marshall par l'administration américaine. À ce moment, c'est en effet la seule institution capable de maîtriser la gestion des aspects techniques qu'entraîne le transfert de sommes aussi importantes entre les États-Unis et l'Europe.

Outre les versements liés au Plan Marshall, les

années d'après-guerre apparaître deux nouvelles fonctions que la BRI est toute rempli. Elle doit d'une part assurer du maintien du système monétaire international, veau régi par des taux de fixes et la parité-or du américain. Cela la conduit à constituer en 1961 un *London Gold Pool* de maintenir cette parité tel dont l'existence deva entendu rester secrète. E d'autre part un rôle tout à fait déter-

Pour aller plus loin

- Samuel Schlaefli, «Le secret le mieux gardé de Bâle», *La Cité*, 27 septembre 2013.
- Adam LeBor, *The Tower of Basel, The Shadowy History of the Secret Bank That Runs the World*, New York, Public Affairs, 2013.
- Frédéric Clavert, «La fondation de la Banque des règlements internationaux», *Histoire, économie & société*, 30, 4, 2011, pp. 11-17.
- Edward J. Epstein, «World of Money», *Harper's*, novembre 1983.
- Gianni Toniolo, *Central Bank Cooperation at the Bank for International Settlements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
- www.bis.org (le site officiel de la BRI).



Siège de la BRI, Zentralbahnplatz à Bâle (Photo: Thomas Kohout)

voient es fonc- prète à art s'as- ystème à nou- change dollar duira à rtel de chargé té, car- it bien lle joue

minant dans l'établissement des premières institutions communautaires européennes, notamment la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), puis l'établissement du «serpent monétaire européen», un accord signé à Bâle en 1972 et qui limite les fluctuations entre les monnaies des différents membres de la CEE. Il se transformera en «système monétaire européen» en 1979, et, dans les deux cas, les compétences de la BRI seront très largement utilisées. L'idée qu'il faut soustraire le contrôle économique du continent aux gouvernements nationaux est partagée par la BRI et par les élites européennes, qui sont d'ailleurs très largement interchangeables. Cette proximité se vérifiera lorsque la CEE décidera bien plus tard de lancer une monnaie unique, et en

confiera la responsabilité au Directeur général de la BRI, Alexandre Lamfalussy. Celui-ci prévoira pour la future Banque centrale européenne (BCE) un fonctionnement très proche de celui de l'institution bâloise.

NÉGOCIATIONS OCCULTES

Depuis la fin de la parité du dollar avec l'or en 1971 et le passage à un système de taux de change flottants entre les principales monnaies, la fonction de la BRI a une nouvelle fois changé. Ces dernières décennies, la BRI s'est en particulier signalée par la conclusion de trois accords importants, appelés Bâle I (1988), II (2004) et III (2010), qui concernent principalement le ratio de fonds propres que les banques doivent posséder pour éviter une exposition trop importante au risque, un ratio qui a été les trois fois revu à la hausse. Ces négociations avaient pour objectif d'assurer la solvabilité des banques, et avec elles de l'ensemble du système financier international. Ce qu'il faut noter, c'est que ces accords, comme toutes les résolutions importantes de la BRI, n'ont par eux-mêmes aucune force contraignante. Ce ne sont que des «recommandations». Cependant, le fait qu'ils aient été signés par les gouverneurs des principales banques centrales de la planète leur en confère une *de facto*. Depuis 1930, l'action de la banque repose en réalité sur la seule *autorité* des personnes qui participent aux différentes réunions – formelles et informelles – qui s'y tiennent, sur la confiance réciproque qu'elles se témoignent entre elles et sur l'impossibilité pour un seul des pays membres de refuser les règles mises en place partout ailleurs. Quant aux conflits opposant les principaux membres, ils sont soigneusement tus puisqu'aucun procès-verbal des réunions n'est publié.

La BRI représente l'un des exemples les plus extrêmes de dépolitisation forcée d'enjeux hautement explosifs, en évacuant toute dimension conflictuelle et en présentant ses décisions

comme purement techniques. On peut d'ailleurs à bon droit se demander si les participant-e-s aux réunions de la BRI ne pensent pas sincèrement que ce ne sont que des enjeux «techniques» dont ils s'occupent. Charles Coombs (de la Réserve fédérale de New York) remarquait que, bien souvent, «les banquiers centraux n'avaient même pas besoin de terminer leurs phrases» lors des réunions bâloises, car chacun savait ce qu'ils allaient dire et connaissait les solutions à apporter. C'est ce genre de consensus qui guide les institutions financières internationales, avec les résultats que l'on connaît. L'entre soi ne stimule guère l'esprit critique.

Antoine Chollet

À l'abri des gouvernements

Quelques principes simples, quoique très largement informels, ont toujours guidé l'activité de la BRI. Parmi ceux-ci figure la conviction que la gestion de la finance internationale doit se faire autant que possible à l'abri des pressions des gouvernements, et que l'interdépendance des économies nécessite une gestion globale des crises monétaires entre banques centrales. En dehors de ces principes, les économistes et les «gouverneurs» de la BRI (c'est le nom donné aux différent-e-s président-e-s des banques centrales qui sont actionnaires de la banque) ne sont attachés à aucune théorie économique ou financière particulière. On a connu la BRI tour à tour monétariste, interventionniste, keynésienne, etc., son objectif ayant toujours été d'assurer le maintien des transactions entre les principales places financières du monde. Cet objectif est pensé et présenté comme purement technique, loin des questions politiques traitées par des gouvernements incapables de répondre aux grandes questions économiques mondiales. Compte tenu de la nature de ces questions et de l'importance des montants en jeu, les décisions de la BRI sont bien sûr politiques, mais la création même de la banque a précisément consisté à les soustraire aux sphères habituelles de décision et à tout contrôle démocratique. Ce sont des dirigeant-e-s non élu-e-s des principales banques centrales (et, pendant longtemps, de quelques-unes de plus importantes banques privées) qui se mettent d'accord informellement sur les grands principes destinés à régir la finance internationale, et s'engagent à les mettre en œuvre dans leur pays. AC



GENÈVE

Nouvelle attaque contre la fonction publique

Le traitement de la fonction publique, dans un État social, se doit de répondre à plusieurs impératifs: équité, exemplarité et transparence. Inutile de les décliner, tant leur pertinence apparaît évidente et fondatrice du pacte liant les contribuables aux fonctionnaires.

C'est donc une détestable habitude qu'ont prise plusieurs cantons et régions publiques lorsqu'ils ont mandaté une entreprise privée pour revoir leurs échelles des traitements. À Genève, cette réforme a été nommée «Score». Qu'on juge de ses résultats:

- Une échelle des traitements élargie vers le haut.

- La disparition des modestes gratifications réservées aux revenus les plus bas.

- Une méthode de calcul opaque, propriété du mandataire, qui interdit à l'État de dévoiler à ses employé-e-s pour quelles raisons ils se trouvent dans telle classe salariale.

- Un coût total important (en sus du traitement inconnu, mais certainement exagéré, de l'entreprise mandatée!), puisque l'enveloppe globale des salaires devrait enfler de plusieurs dizaines de millions annuellement.

Au niveau syndical, la situation est particulièrement corvée, car il s'agit de dénoncer la manœuvre, de soutenir les collègues qui font les frais de l'opération (l'administration, les agents de détention et les enseignant-e-s du secondaire I), sans porter atteinte à celles et ceux que le tripatouillage favorise et qui demandaient depuis longtemps une revalorisation, dans la santé et le social notamment.

Tout cela s'inscrit dans un contexte politique bouleversé, puisque le Conseil d'État sortant a transmis *in extremis* la patate chaude à son successeur, dont la position sur le projet n'est pas encore connue. Difficile de l'anticiper, d'ailleurs. La perte

d'un magistrat Vert très droitier est-elle vraiment regrettable? Quelle sera l'attitude de l'élu MCG, qu'on dit attentif au sort des fonctionnaires, en particulier dans le domaine de la sécurité, et responsable de la santé et du social...?

Bref, depuis novembre, les un-e-s et les autres se regardent en chiens de faïence, les organisations professionnelles hésitent entre lutte sectorielle et opposition globale. Le département des finances organise des «groupes de travail» en distillant au compte-gouttes les informations réclamées par les représentant-e-s syndicales-aux, cherchant manifestement à gagner du temps pour modifier les aspects les plus choquants du projet, tout en espérant le faire avaliser par un parlement qu'on imagine peu enthousiaste à l'idée de desserrer les cordons de sa bourse pour la fonction publique...

Julien Nicolet

9 FÉVRIER 2014

Zurich restera-t-elle à gauche?

Le 1er juin 2013, Richi Wolff, représentant la liste Alternative (AL) a été élu à la Municipalité de Zurich. Avec cette élection complémentaire, le PS, les Verts et AL ont pour la première fois atteint une majorité de sept sièges sur neuf à la tête de la ville (4 PS, 2 Verts, 1 AL, 1 PLR, 1 PDC). Le PLR a ainsi échoué à remplacer son magistrat démissionnaire Martin Vollenwyder. Richi Wolff a remporté l'élection sans le soutien officiel du PS. La direction du parti s'en est justifié en argumentant qu'une majorité de gauche de sept contre deux, ne représentait pas le rapport de force politique en ville de Zurich. La base du parti a néanmoins soutenu Wolff, notamment car le falot candidat du PLR ne constituait pas une alternative sérieuse.

Le 9 février 2014 se tiendront les élections communales. Les partis bourgeois veulent renverser la majorité gauche-verte en présentant une liste à cinq (2 PLR, 2 UDC, 1 PDC). Le candidat de l'UDC, Scheck, parle même de la nécessité d'une «révolution conservatrice». Mais rien ne laisse présager de grands changements le jour de l'élection. Il se pourrait que le Conseiller national radical Filippo Leutenegger vienne s'ajouter au sortant PLR Andres Türler. Aux dépens de qui? Les Verts arriveront-ils à conserver leur deuxième siège? L'AL pourra-t-elle défendre celui de Richi Wolff? Il se pourrait aussi que Leutenegger prenne le siège d'un sortant du camp bourgeois, par exemple celui du municipal des écoles Gerold Lauber (PDC)? Il semble probable que le parti socialiste conserve ses

quatre sièges, mais ce n'est pas garanti. La campagne est donc intéressante, même si pour l'instant elle n'a pas conduit à de grands affrontements entre les deux camps.

En 2010, le PS, les Verts et l'AL ont perdu la majorité au législatif communal. Le but de nos trois partis est de reconquérir cette majorité. Le parti concurrent le plus dangereux est les Verts Libéraux qui, aux dernières élections, ont conquis des électrices et électeurs au PS et chez les Verts. Il sera donc intéressant de voir s'ils arrivent à continuer sur cette voie, ou si les citoyen-ne-s sont rassasié-e-s par ce mélange entre l'écologie, le libéralisme et l'UDC. Jusqu'au 9 février on se battra pour chaque voix.

*Rebekka Wylter,
Conseillère communale PS
en ville de Zurich*

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Énergie extrême

Si nous prenons au sérieux les risques d'un réchauffement climatique dangereux, nous savons que nous devons rapidement faire décroître les émissions totales de gaz à effet de serre, ce qui signifie faire réduire la dépendance des économies industrialisées aux énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon, etc.). Certains signes d'une telle «transition énergétique» se font timidement sentir dans le monde mais les contre-tendances sont au moins aussi fortes, voire plus.

L'une d'entre elles, particulièrement inquiétante, est l'explosion depuis une dizaine d'années de ce que le politologue Michael Klare a appelé l'«énergie extrême», c'est-à-dire l'utilisation massive de sources «non conventionnelles» d'énergies fossiles, telles que les gaz de schiste (cf. *Pages de gauche* n° 127), les forages pétroliers *off-shore* en grande profondeur, et les sables bitumineux. Les réserves de pétrole contenues dans les seuls sables bitumineux de l'Alberta au Canada dépassent l'ensemble des réserves prouvées conventionnelles dans le monde, bien que, avec les méthodes de production actuelles, seuls 10% de ces réserves canadiennes peuvent être exploités.

IMPACTS DE L'EXTRACTION

Cette «énergie extrême» se caractérise par trois éléments fondamentaux qui la distinguent des sources «conventionnelles» d'énergie fossile. Premièrement, elle est beaucoup plus coûteuse à extraire, à transformer et à transporter. Tant que le prix du baril de pétrole se situait autour de 20-30 dollars, l'utilisation de cette énergie n'était absolument pas rentable. Toutefois, depuis 2001, les prix du pétrole ont explosé, le baril de pétrole se situant aujourd'hui à 100 dollars environ, ce qui a grandement incité ce développement de l'énergie extrême.

Deuxièmement, ces opérations nécessitent beaucoup plus

d'énergie, réduisant d'autant le ratio énergie nécessaire/énergie obtenue (EROEI). Alors que la production de pétrole conventionnel utilise les qualités physiques (relative fluidité) de la matière qui peut être extraite à partir de simples forages, la production de pétrole à partir de sables bitumineux suppose des opérations extrêmement lourdes telles que la suppression du couvert forestier, l'enlèvement du sol, l'extraction des sables bitumineux eux-mêmes, la séparation entre le sable et le bitume, un premier raffinage sur place, etc.

Troisièmement, ces opérations ont des impacts environnementaux locaux souvent plus importants que les sources conventionnelles d'énergie fossile (qui sont elles-mêmes déjà nocives): destruction de forêts et de terres agricoles, pollution des nappes phréatiques et des sols, contamination des populations locales et des travailleurs de l'industrie minière, etc.

CATASTROPHE CLIMATIQUE

L'intensification de la quête d'énergie extrême est donc déjà en soi une mauvaise nouvelle, même si elle permet à quelques pays (à commencer par les États-Unis) d'accroître la sécurité de leur approvisionnement éner-

gétique. Mais elle est catastrophique si on la considère du point de vue du réchauffement climatique. Même l'Agence Internationale pour l'Énergie (le lobby des pays importateurs de pétrole) prévenait en 2012 que pas plus du tiers des réserves prouvées de pétrole ne devrait être utilisé avant 2050, si l'on veut éviter un réchauffement climatique de plus de 2°C.

En accroissant l'offre d'énergies fossiles, la poursuite de l'énergie extrême nous éloigne rapidement de la réduction de la consommation d'énergie et du développement des énergies renouvelables qui seraient pourtant nécessaires afin de sauvegarder à long terme les conditions de vie sur la Planète. Des alternatives existent pourtant qui permettraient d'accroître l'approvisionnement énergétique de la plupart des êtres humains (qui en sont privés aujourd'hui), de réduire la dépendance aux énergies fossiles et d'améliorer les conditions de travail dans le secteur. Pour cela néanmoins, il faudrait aller frontalement contre les intérêts des entreprises du secteur des énergies fossiles, et des États auxquels, pour l'essentiel, elles appartiennent.

Romain Felli

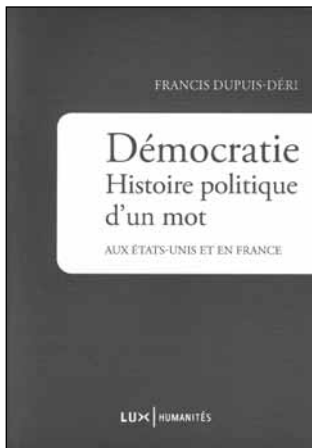


Une mine à ciel ouvert d'extraction des sables bitumineux dans l'Alberta (Canada)

LIVRES

Enjeux de mots

À lire: Francis Dupuis-Déri, *Démocratie. Histoire politique d'un mot aux États-Unis et en France*, Montréal, Lux, 2013



Il est des mots dont la prospérité finit par dissoudre le sens. «Démocratie» est de ceux-là, et faire son «histoire politique», comme le propose Francis Dupuis-Déri dans son dernier ouvrage, s'avère dès lors essentiel pour celles et ceux qui refusent de se payer de mots.

Centré sur l'étude des États-Unis pendant la Guerre d'indépendance et de la France pendant la Révolution, le livre de Dupuis-Déri part du constat à première vue paradoxal que les «pères fondateurs» de nos «démocraties modernes» se déclarent tous explicitement opposés à la démocratie. Les acteurs politiques dominants de l'époque, nourris de la tradition philosophique et historique

de l'Antiquité, conçoivent en effet pour la plupart la démocratie comme le pouvoir de l'assemblée du peuple délibérant, avec Athènes comme modèle, et ce terme n'évoque alors pour eux rien d'autre que la violence et l'irrationalité inévitables de cette «tyrannie des pauvres». Cette attitude, que l'auteur définit habilement comme relevant d'une «agoraphobie politique», explique que le signifiant dominant est alors celui de «République». Ce terme présente l'avantage certain pour la bourgeoisie libérale montante, principale bénéficiaire des révolutions du XVIII^e siècle, de s'opposer aussi bien au monarque et aux aristocrates qu'aux revendications populaires pour plus d'égalité politique et économique, et cela au nom de l'intérêt général de la nation.

Cet espace nouveau «entre le roi et la plèbe» est celui qu'oc-

cuperont les régimes électoraux et leurs parlementaires, cette «aristocratie élective» dont les besoins de légitimation vont progressivement transformer le terme de «démocrate», pour le faire passer de l'insulte au compliment, tout en rendant pensable l'idée d'une «démocratie représentative» qui n'était jusque là qu'un insolite oxymore, et dont l'aspect fictionnel n'échappait pas aux observateurs «agoraphiles» de l'époque. Comme le notait plaisamment le pamphlétaire anglais John Oswald à la fin du XVIII^e siècle, cité par Dupuis-Déri, «si un homme proposait sérieusement que la nation pissât par procuration, on le traiterait de fou; et cependant penser par procuration est une proposition que l'on entend, non seulement sans s'étonner, mais qu'on reçoit avec enthousiasme».

Gabriel Sidler

LIVRES

La révolution fut une belle aventure

C'est sur la base de deux entretiens, le premier réalisé avec Claudio Pozzoli en 1972 et le second, qui constitue la base principale, effectué avec Michael Buckmiller en 1976, que l'ouvrage retraçant la vie de Paul Mattick a été écrit. Au fil des pages, nous apprenons à (re) découvrir ce personnage et à travers son récit, l'histoire de nombreux mouvements ouvriers allemands et américains. Théoricien et fervent défenseur du communisme de conseil, Paul Mattick était avant tout et dès son plus jeune âge un ouvrier engagé tous les jours dans l'action.

Dans la seconde partie du livre, retranscrite sous la forme de l'entretien, il expose d'ailleurs son point de vue sur le sujet, refusant toute séparation faite entre la théorie et la pratique. La réponse qu'il fait à son interlocu-

teur remet ainsi les choses à leur place. Si dans sa jeunesse la théorie semble peu présente, la cause principale en est simplement le manque de temps. Tout d'abord il y avait le travail à l'usine. Puis il y avait «l'impératif de l'action» et la nécessité d'organiser le mouvement. Toutefois, Mattick insiste sur l'engagement permanent dans un processus de réflexion, lors de discussions entre camarades, de débats ainsi que de rédaction d'articles pour des journaux. De ce fait, la théorie demeurait toujours présente, en arrière-plan. Comme il le souligne, la dichotomie construite entre les deux était absente de leur esprit. Il s'agissait alors avant tout de vivre son opposition à la société existante.

Au sujet de la révolution de 1918, il raconte, «nous passions ainsi nos journées à traîner dans

la rue, à la recherche de l'aventure, en ne désirant qu'une chose: participer à la révolution». Plus tard, en Amérique, Mattick relate le mouvement des chômeuses-eurs, la plus belle période de sa vie selon ses dires, avec le même enthousiasme. Plus que tout, son parcours illustre la manière dont un engagement politique peut imprégner tous les moments d'une vie, voire tous les moments d'une journée. De l'usine aux débats, en passant par la distribution de tracts et les expropriations faites afin de soutenir le combat, toute sa vie, et celle de nombreuses autres, a été guidée par la conviction qu'il faut combattre le capitalisme à chaque instant.

Émilie Martini

À lire: Paul Mattick, *La révolution fut une belle aventure*, Montreuil, L'échappée, 2013.



CINÉMA

Chris Marker: une œuvre éclairante et belle

«Chris Marker me paraît un personnage fascinant, à ma connaissance unique au monde. Je ne connais personne qui puisse avoir à la fois ce sens des problèmes politiques contemporains, ce goût du beau, cette espèce de joie devant la culture et devant l'art, cet humour; et qui arrive, lorsqu'il fait un film à ne se séparer d'aucune de ces tendances», disait Alain Resnais de Christian Hippolyte François Georges Bouche-Villeneuve, alias Chris Marker avec qui le réalisateur a collaboré notamment pour le film anticolonialiste *Les Statues meurent aussi* (1953).

Décédé à l'âge de 91 ans en 2012, le très peu médiatique Chris Marker était un génie aux talents et intérêts multiples, qui se définissait lui-même comme un artisan faisant du bricolage. Marker «bricole» des films, des photos, des guides touristiques, des vidéos, des blogs. Homme résolument de gauche et engagé, passionné par le temps dont il cherche à dépasser la linéarité, par l'Histoire, par les mémoires individuelle et collective, très concerné par les mouvements

sociaux et la politique «dans la mesure où [celle-ci] est la coupe de l'histoire dans le présent», il se livre sur tous ces supports à des enchevêtrements entre la fiction et le documentaire, entre le réel et le virtuel qui, mis en résonance, disent leur vérité mutuelle.

Dans le cadre de SLON, collectif de production, il participe à *Loin du Vietnam* (1967), puis filme les grévistes de la Rhodiaceta dans *Bientôt, j'espère* (1968), à l'origine des Groupes Medvedkine, formés par des ouvrières-iers qui prennent la caméra elles-mêmes afin de filmer leurs conditions de vie et de lutte. *Le Fond de l'air est rouge* (1977), qui nous offre dix ans de militantisme dans les années 60-70, est un film «de montage» puissant et lyrique, accompagné par les voix de celles et ceux qui les ont vécues.

Toute l'œuvre de Marker est d'une sincérité rare, parce qu'elle assume la subjectivité de la caméra, parce qu'elle rend patente la part fictionnelle de la mémoire et de l'Histoire; elle juxtapose ainsi, selon les films, des éléments documentaires

«objectifs» (images d'archives, prises sur le vif, informations apportées par la voix off, ...) à des éléments «subjectifs» (événements racontés par celles et ceux qui les ont vécus, montage eisensteinien «forçant» l'interprétation par associations d'images, par accélérés ou ralentis, par une temporalité dictée par le souvenir, donc non chronologique) et impose par là une distance avec le sujet filmé.

Après le Centre Pompidou et son exposition «Planète Marker», la Cinémathèque suisse nous offre la possibilité, jusqu'au 28 février, d'inscrire une partie de l'œuvre exceptionnelle de Marker dans nos mémoires. Imprégnons-nous en.

Cora Antonioli

À voir: Rétrospective Chris Marker, jusqu'au 28 février à la Cinémathèque suisse.



NIGER

L'uranium appauvrit

L'énergie nucléaire n'est pas une énergie renouvelable et repose sur une ressource qui est l'uranium. La France, en tant que premier producteur d'énergie nucléaire, a depuis longtemps sécurisé son approvisionnement. Areva, dont l'État français contrôle plus de 80%, exploite plusieurs mines au Niger depuis 1970 (environ 30% de son approvisionnement). Areva dispose également de gisements en Centrafrique ou en Namibie (pour l'instant gelés), ainsi qu'au Kazakhstan (premier fournisseur), et a des projets d'exploitation en Mongolie.

Au Niger, le contrat d'exploitation des mines d'uranium entre le gouvernement nigérien et Areva doit être renouvelé. Sur deux sites (dont Arlit), en 2010, près de 114 346 tonnes d'uranium ont été extraits pour une valeur d'exportation de plus de 3,5 milliards d'euros. L'uranium extrait est ensuite traité sur place pour produire du «yellow cake», puis exporté en France où il est enrichi.

Des ONG et des groupes locaux au Niger ont dénoncé le rapport de force inégal face à Areva. L'enjeu du renouvellement porte sur la part qui devrait revenir à l'État du Niger et sur le contrôle démocratique de la ressource.

Ainsi le budget du Niger est de 2 milliards d'euros alors que le chiffre d'affaires d'Areva est d'environ 9 milliards. Le Niger dépend à plus de 40% de l'«aide internationale» et l'exportation de l'uranium ne représente que 4 à 6% de son budget.

Au-delà de ce renouvellement qui sera décidé tôt ou tard, il est important de mettre en cause ces industries extractives, qui évoluent dans la plus totale opacité et en dehors de tout contrôle, tant au niveau des conditions d'extraction de la ressource que de la redistribution de ses produits.

Mathieu Gasparini



Ariel Sharon (enfin) décédé

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne**LIVRES**

Recettes syndicales

Pour «boucler» le numéro que vous tenez entre vos mains, la rédaction de *Pages de gauche* s'est réunie autour d'un «yakawa», un plat d'hiver iranien traditionnellement préparé le jour du solstice d'hiver. On peut trouver la recette de ce ragoût d'agneau aux graines de fenouil dans un beau livre de cuisine édité par le syndicat Unia.

Tout le monde sait qu'au sein des syndicats suisses, l'on rencontre des personnes de toutes origines. Cette réalité a donné l'idée à deux de ses membres, Anna Luisa Ferro Mäder et Anne Rubin, de concocter ce livre de recettes donnant à voir, et à goûter, cette diversité. On y découvre sans surprise de nombreuses recettes italiennes, espagnoles et portugaises, mais aussi des feuilletés kosovares, des boulettes de riz irakiennes, un ragoût de veau suédois, et

quelques spécialités suisses également (dont l'incontournable *busecca* tessinoise, qui ravira les amatrices et amateurs de tripes)!

Chaque recette est présentée par un membre d'Unia, qui raconte par la même occasion son parcours et ce qu'évoque pour elle ou lui le plat choisi. En trente recettes, c'est à un véritable tour du monde des goûts, des traditions et des personnes qui les transmettent que nous convie ce livre. Pour celles et ceux qui ont autant à cœur de défendre le monde du travail que de partager un plat avec des ami·e·s: ¡Qué aproveche! Bom appetite! Te boft mir! Smawc-znego! Smaklig måltid! Nosh gyan! Bon appétit! AC

À cuisiner: Saponi di Unia, Berne, Syndicat Unia, 2013 (à commander à info@unia.ch).